

Chambre des Représentants

SESSION EXTRAORDINAIRE 1974

22 MAI 1974

PROPOSITION DE LOI relative à l'exercice de l'art de soigner.

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'accord politique de gouvernement repris en annexe à la déclaration gouvernementale du 25 janvier 1972 contient, en matière de politique de la santé, un passage concernant « l'organisation des secteurs médical et paramédical en concertation avec les milieux intéressés », dont le premier point prévoit : « un statut définissant les compétences et responsabilités respectives des professions médicales et paramédicales ».

L'annexe à la déclaration gouvernementale du 30 avril 1974 prévoit à son tour une « évolution équilibrée de l'effectif du personnel de santé » et l'« élaboration d'un statut professionnel pour le personnel infirmier et les professions paramédicales qui leur reconnaisse une responsabilité spécifique pour une compétence spécifique ».

Il va sans dire qu'une collaboration bien structurée ainsi qu'une nette délimitation des tâches respectives des diverses prestations de soins sont nécessaires dans l'intérêt d'une organisation efficace des soins de santé. Compte tenu notamment de l'apparition de nombreuses professions nouvelles dans le secteur de la santé, la réalisation globale du point précité des deux derniers accords de gouvernement peut prendre encore pas mal de temps.

Sans vouloir mettre en cause une solution globale ultérieure, les auteurs de la présente proposition de loi estiment le moment venu d'élaborer immédiatement une réglementation particulière pour les infirmiers. L'objet de la présente proposition de loi est donc de régler d'une manière appropriée, par la voie législative, l'exercice de l'art de soigner. A ce jour, seul le titre d'infirmier (infirmière) est légalement protégé, sans qu'il existe une réglementation légale adéquate au sujet de l'exercice de la profession. Compte tenu, d'une part, de la qualification professionnelle acquise par le dispensateur de soins grâce à une formation qualifiée et, d'autre part, du rôle effectivement très important et même essentiel que celui-ci remplit dans l'ensemble des prestations de soins, il est permis de dire que la profession qu'il exerce doit être considérée comme ayant sa finalité et sa compétence propres. En effet, le dispensateur de soins ne se limite pas à l'accomplissement de prestations techniques auxiliaires liées à l'établissement du diagnostic ou à l'exécution du traitement, ni davantage à l'exécution habituelle des actes médicaux qui peuvent lui être confiés. Le dispensateur de soins travaillant dans une

Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1974

22 MEI 1974

WETSVOORSTEL betreffende de uitoefening van de verpleegkunde.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In het politiek regeerakkoord, opgenomen in bijlage aan de regeringsverklaring van 25 januari 1972, komt inzake gezondheidsbeleid een passus voor over de « organisatie van de medische en paramedische sectoren in overleg met de betrokken middens » en waarin als eerste punt gesteld wordt : « een statuut dar de respectieve bevoegdheden en verantwoordelijkheden van de medische en paramedische beroepen bepaalt ».

De bijlage bij de regeringsverklaring van 30 april 1974 voorziet opnieuw in een « Evenwichtige ontwikkeling van het aantal zorgenverstrekkers en uitwerking van een beroepsstatuut voor de verpleegkundigen en paramedici, waarbij hun een eigen verantwoordelijkheid voor eigen bevoegdheid wordt toegekend ».

In het belang van een doelmatige organisatie van de gezondheidszorgen is een degelijk gestructureerde samenwerking en een duidelijke taakverdeling onder de verschillende categorieën van personen die zorgen verstrekken vanzelfsprekend noodzakelijk. Rekening houdend onder meer met de opkomst van talrijke nieuwe beroepen in de gezondheidssector kan de globale verwezenlijking van hogervermeld punt uit het regeerakkoord evenwel nog heel wat tijd vergen.

Zonder een latere globale oplossing in het gedrang te brengen, zijn de auteurs van dit voorstel evenwel van oordeel dat de tijd gekomen is om onmiddellijk een afzonderlijke regeling uit te werken voor de verpleegkundigen. Het is dan ook de bedoeling van dit voorstel de uitoefening van de verpleegkunde op een aangepaste wijze wettelijk te regelen. Tornogtoe is alleen de titel van verpleegkundige wettelijk beschermd, zonder dat een adequate wettelijke regeling bestaat in verband met de beroepsuitoefening. Rekening houdend met de beroepskwalificatie die de verpleegkundige op grond van een gekwalificeerde opleiding heeft verworven enerzijds en met de feitelijk zeer belangrijke en essentiële rol die de verpleegkundige in het geheel van de gezondheidszorg vervult anderzijds, mag worden gezegd dat de verpleegkunde moet worden beschouwd als een beroep met een eigen gerichtheid en een eigen bevoegdheid. Het uitoefenen van de verpleegkunde beperkt zich inderdaad niet tot het verrichten van technische hulpprestaties die verband houden met het stellen van de diagnose of met het uitvoeren van de behandeling en evenmin tot het gewoon uitvoeren van toevertrouwde geneeskundige handelingen. De

l'equipe multidisciplinaire y compris non plus impur, non
raison de sa présence continue auprès du
militaire, il est à noter que l'équipe. Cette situation ar-
bit doit être reconnue et transformée en situation de droit.
Il est, dès lors, l'objet de la présente proposition de loi :
régler, sur le plan légal, l'exercice de l'art de soigner et,
notamment, doter le dispensateur de soins d'un statut légal
qui lui reconnaisse une responsabilité spécifique pour sa
compétence propre.

Les travaux d'un groupe de travail officiel ont fait appa-
raître que les dispositions de l'arrêté royal n° 78 du 10 no-
vembre 1967 relatif à l'art de guérir sont à bien des
égards trop restrictives pour permettre une réglementation
appropriée et équitable de l'exercice de l'art de soigner.

Les auteurs estiment dès lors que, si l'on entend établir
une réglementation adéquate de l'exercice de l'art de soigner,
il est indiqué d'élaborer une législation distincte.

Les auteurs ont cependant, dans toute la mesure du pos-
sible, tenu compte de l'arrêté précité : ainsi ils n'ont à
nul égard porté atteinte à la compétence propre des médecins
et des praticiens des professions paramédicales. Les modifi-
cations à l'arrêté précité suggérées par la présente propo-
sition de loi n'ont dès lors d'autre objet que de rendre
possible une réglementation appropriée de l'exercice de
l'art de soigner.

Ils ont la conviction que leur proposition de loi conti-
tient les éléments permettant d'apporter une solution juri-
diquement justifiée à un problème pressant, solution qui
est attendue depuis longtemps. A cet effet, il était néces-
saire de donner une définition légale de l'art de soigner et
de préciser quelles sont les personnes habilitées à l'exer-
cer. Il convenait aussi de créer les organes représentatifs
spécifiques tant en ce qui concerne les avis à donner sur
la délimitation et l'exercice de la profession qu'en matière
de police de la profession et de contrôle, afin que l'exercice
de l'art de soigner s'opère conformément aux lois et aux
règlements. Pour plus de précisions concernant ces diffé-
rents aspects de la proposition de loi, nous renvoyons à
l'analyse des articles y relatifs.

Analyse des articles.

L'article 1 détermine quelles sont les personnes habilitées
à exercer l'art de soigner. Le § 1 se limite à cet égard à
reprendre l'actuelle situation de fait dans un texte légal :
les soins sont dispensés par les infirmiers ou les infirmières
gradués, par les infirmiers ou les infirmières brevetés, et par
les hospitaliers ou les hospitalières toutes spécialisations,
ainsi que par les personnes qui sont titulaires d'un diplôme,
brevet ou titre équivalent délivré en exécution de dispositions
réglementaires arrêtées à la date de la publication de la pré-
sente loi et qui, en vertu de ces mêmes dispositions, ont été
assimilées à l'une ou l'autre des personnes précitées. Le § 2
de cet article traite de l'accoucheuse : celle-ci exerce certaines
activités qui, d'une part, relèvent de l'art médical et, d'autre
part, de l'art de soigner. Sur ce point également, il s'agit
de légaliser une situation de fait. Tel est, dès lors, le but de
cette disposition qui, sans porter atteinte aux compétences
spécifiques de l'accoucheuse, assimile celle-ci, pour la dis-
pensation des soins, à l'infirmière graduée.

Il convient enfin de déterminer les modalités selon les-
quelles seront délivrés, les titres de formation et de prévoir,
à cet effet, des dispositions assez souples et assez larges pour
permettre au pouvoir exécutif de respecter les obligations dé-

terminées par la loi. Les auteurs ont, en effet, tenu compte
de la nécessité de garantir la continuité de la formation et
de la qualité de la formation. Ils ont, à cet effet, prévu que
les personnes qui exercent l'art de soigner doivent être
admissionnés à l'exercice de la profession. Cette admission-
nécessite, d'une part, la possession d'un diplôme ou d'un
brevet ou d'un titre équivalent délivré en exécution de dispo-
sitions réglementaires arrêtées à la date de la publication de la
présente loi et qui, en vertu de ces mêmes dispositions, ont été
assimilées à l'une ou l'autre des personnes précitées. Le § 2
de cet article traite de l'accoucheuse : celle-ci exerce certaines
activités qui, d'une part, relèvent de l'art médical et, d'autre
part, de l'art de soigner. Sur ce point également, il s'agit
de légaliser une situation de fait. Tel est, dès lors, le but de
cette disposition qui, sans porter atteinte aux compétences
spécifiques de l'accoucheuse, assimile celle-ci, pour la dis-
pensation des soins, à l'infirmière graduée.

Uit de werkzaamheden van een officiële werkgroep is
gebleken dat de bepalingen van het koninklijk besluit n° 78
van 10 november 1967 betreffende de geneeskunst in vele
opzichten te beperkend zijn om een aangepaste en billijke
regeling voor de uitoefening van de verpleegkunde mogelijk
te maken.

De auteurs zijn dan ook van gevoelen dat her voor een
adequate regeling van de uitoefening van de verpleegkunde
aangewezen is een afzonderlijke wetgeving uit te werken.

De auteurs hebben nochtans in de ruimst mogelijke mate
rekening gehouden met hogervermeld besluit; met name
hebben zij in geen enkel opzicht de eigen bevoegdheid van
de geneesheren en van de beoefenaars van de paramedische
beroepen in het gedrang gebracht; de wijzigingen die in dit
wetsvoorstel aan hogervermeld besluit worden voorgesteld,
hebben dan ook enkel tot doel een aangepaste regeling voor
de uitoefening van de verpleegkunde mogelijk te maken.

Zij zijn ervan overtuigd dat hun wetsvoorstel de gewenste
elementen bevat om op een juridisch verantwoorde wijze
een oplossing te bieden voor een prangend probleem dat
sinds lang op een oplossing wacht. Daarvoor was het nodig
een wettelijke omschrijving te geven van wat verpleegkunde
is en te bepalen wie gemachtigd is om ze uit te oefenen.
Daarnaast dienden ook de nodige eigen representatieve
organen in het leven te worden geroepen, zowel inzake
advies i.v.m. de afbakening en uitoefening van het beroep,
als inzake de politie van het beroep en het toezicht, opdat
het uitoefenen van de verpleegkunde zou geschieden over-
eenkomstig de wetten en de verordeningen. Voor meer roe-
lichting bij deze verschillende aspecten, zij verwezen naar
de ontleding van de desbetreffende artikelen.

Ontleding van de artikelen.

Artikel 1 bepaalt welke personen de verpleegkunde mo-
gen uitoefenen. Paragraaf 1 beperkt zich ertoe in dat ver-
band de bestaande feitelijke roestand in een wettekst op
te nemen : de verpleegkundige zorg wordt verstrekt door
gegradueerde verplegers en verpleegsters, door gebrevetteer-
de verplegers en verpleegsters, door verpleegassistenten alle
specialisaties alsmede door personen, die houder zijn van
een diploma, een brevet of een gelijkwaardige titel afgele-
verd ter uitvoering van verordeningen die op de datum van
de bekendmaking van deze wet zijn vastgesteld en die krachtens
diezelfde verordeningen, werden gelijkgesteld met een
of ander van de voormelde personen. Paragraaf 2 van dit
artikel behandelt het vraagstuk van de vroedvrouw : een
gedeelte van haar werkzaamheden heeft te maken met
geneeskunde, een ander gedeelte behoort tot de verpleeg-
kunde. Ook hier is het erom te doen een feitelijke toestand
te legaliseren; zulks is dan ook de bedoeling van de voorge-
stelde bepaling die, zonder inbreuk te maken op de specifieke
bevoegdheden van de vroedvrouw, deze laatste voor her ver-
strekken van de verpleegkundige zorg, gelijkgesteld met
gegradueerde verpleegster.

Ten slotte moeten de modaliteiten worden bepaald krachtens
welke de beroepsrielen zullen worden vermeld. Dairtoe
moeren soepele en ruime bepalingen worden vastgesteld die
hier de uitvoerende machts mogelijk maken zich te houden

coul.uu d~ lr.lil~ inu.ru.uioi.rux. I~ dernier p:lt:Igr:lpht' cou-
r'l'it' au Rui le pouvoir ~k liver k~ ~('O)lditioll~k delivrance
d,~ diplùl111'S, hrlTTh \1111il r~cquivalrtu' s.

Cette disposition m porte toutv'ois pas artciut au, pou-
voirs et aux prérogatives attribués au Roi par la législation
l'il vigueur.

L'article 2, § 1, circonscrit le champ d'applienrion de l'arr
de soigner.

Pour se faire une idee exacte du secteur, il ne suffit pas
d'une énumération plus ou moins complète des prestations
techniques. Indépendamment de les dernières, les soins
englobent de multiples activités dans le cadre desquelles
la personne qui les exerce assume une tâche spécifique en
vertu de la formation qu'elle a acquise ou par lesquelles
elle contribue soit à la guérison de la maladie, soit à la pré-
vention d'états morbides. On songe notamment, à ce pro-
pos, à la contribution du dispensateur de soins en vue :

1°) de créer pour l'individu le meilleur milieu physique et
psychique, de déterminer les besoins du patient en soins et,
partant, d'établir, de mettre à exécution et de surveiller l'ap-
plication d'un programme de soins basés sur les sciences
biologiques, médicales, sociales et humaines;

2°) d'observer, d'apprécier et d'enregistrer les symptômes
et les réactions tant physiques que psychiques du patient, de
les rapporter de façon précise aux personnes compétentes,
collaborant ainsi à l'établissement du diagnostic et à l'appli-
cation du traitement;

3°) d'appliquer, dans la dispensation des soins, des tech-
niques scientifiques résultant de l'évolution constante de
l'art de guérir et de celui de soigner;

4°) d'exécuter, en parfaite connaissance des relations de
causes à effets, les mesures de médecine curative ou préven-
tive prescrites ou confiées par un médecin.

5°) d'appliquer et de faire connaître aux malades, mais
aussi à ceux qui sont en bonne santé, les mesures de pré-
vention et de prophylaxie pouvant favoriser et promouvoir
la santé, tant physique que morale;

6°) de susciter et d'animer la collaboration au sein de
l'équipe de manière que le malade et sa famille contribuent
au rétablissement, à la réadaptation et à la réintégration
sociale du patient;

7°) de prendre en charge et de diriger les membres de
l'équipe dont il est responsable, de collaborer à leur for-
mation ainsi qu'à celle des candidats infirmiers;

g0) de contribuer aux recherches nécessitées par l'évolu-
tion des techniques en matière de soins dans le domaine
médical et médico-social;

9°) de participer, notamment dans les établissements de
soins, à la détermination et à l'évolution des besoins quali-
tatifs et quantitatifs en personnel.

Le *littera* a de ce § 1 tend à exprimer, en une formu-
lation légale globale, la finalité spécifique de l'art de soigner,
sans porter atteinte aux attributions d'autres personnes
habilitées à donner des soins, et notamment à celle des mé-
decins.

En second lieu (*littera* b du § 1), les soins comportent
des prestations techniques qui, sans constituer des actes
médicaux au sens classique du terme, sont cependant
liées à l'établissement d'un diagnostic ou à l'exécution
d'un traitement médical, ainsi qu'à des mesures de médecine
préventive telles que l'éducation sanitaire, la désinfection,
les mesures de biométrie, etc., opérations qui font néces-
sairement partie des activités spécifiques de l'infirmier ou
de l'infirmière.

ami de verplichriueu, dil' vuurtvlucien uit inrcru.u iou.rlc ver-
drigen. D' la, ll~tl' l'ill'lgraaf verlicnr nan dl' Kollillg dl'
hCl'll'gdhcid um d' vuurw.urdcu tl' bcp.ik-n v(1cr dl' aflc-
vring van diploma's, hrcvcru-n m gclijkw.iardige titels.

Die bcpuling doct evcnwck gl'ell al brcuk, 1111 dl' bcvoegd-
hdeu en voorrechcn die 1111 de Koning door dl' van
krachr zijnde wergcving zijll verlcend.

Arrikel 2, § lomschrijft hcr tocpassingsgebied van dl'
verplecgkunde,

Voor een goed bcgrip van war de verpleegkuude in-
houdr, volstaar het niet ecu min of meer volledige op-
sommung te verstrekken van rechnische handelingen. Afge-
zien van die afhandelingen, omvar de verpleegkunde inder-
daad velerlc acriviteiren in het ruam waarvan de betrok-
kene op grond van haar/zijn opleiding een specifieke taak
vervult of waardoor zij /hij bedraagt tot het hersrel van
ziekre of tot her voorkornen van ziekererocranden. Hierbij
wordt onder meer gcdachr aan de bijdrage van de verpleeg-
kunde om :

1ul voor het individu het optimaal fysisch en psychisch
milieu tot stand te brengen, de behoeften van de patiënt
in zake verpleegkundige zorg te bepalen en, bijgevolg, een
verzorgingsplan gebaseerd op de biologische, medische,
sociale en menselijke werenschappen, op te maken, uit te
voeren en toezicht te houden over de toepassing ervan;

2°) de symptomen en de fysische en psychische reac-
ties van de patiënt waar te nemen, te beoordelen en te regis-
treren, ze nauwkeurig mede te delen aan de bevoegde per-
sonen en op die wijze bij te dragen tot het stellen van de
diagnose en tot de toepassing van de behandeling;

3°) bij het verstrekken van de verpleegkundige zorg, de
wetenschappelijke technieken toe te passen die resulteren
uit de voortdurende evolutie van de geneeskunde en van de
verpleegkunde;

4°) met een juiste kennis van het oorzakelijk verband, de
door een geneesheer voorgeschreven of door hem toever-
trouwde maatregel van curatieve of preventieve geneeskunde
uit te voeren;

5°) de preventieve of profylactische maatregelen, die de
fysische zowel als de morele gezondheid kunnen bevorderen,
toe te passen en mee te delen zowel aan zieke als aan ge-
zonde personen;

6°) de samenwerking van de equipe tot stand te brengen
en aan te moedigen om de zieke en zijn gezin te laten helpen
bij zijn genezing, zijn revalidatie en zijn sociale reïntegratie;

7°) het onder haar/zijn hoede nemen van de leden van de
equipe waarvoor ze/hij verantwoordelijk is en ze te leiden,
mee te werken aan hun opleiding alsook aan die van de
kandidaat-verpleegkundigen.

g0) bij te dragen tot de noodzakelijk geworden onder-
zoekingen ingevolge de evolutie van de verpleegkundige tech-
nieken op het medisch en medisch-sociaal vlak;

9°) mee te helpen, o.m. in de verplegingsinrichtingen, aan
de bepaling en de beoordeling van de kwalitatieve en kwan-
titatieve personeelsvereisen.

Onder *littera* a van deze § 1 wordt getracht de eigen ge-
richtheid van de uitoefening van de verpleegkunde in een
globale wettelijke formulering weer te geven, zonder dat
hierbij getoend wordt aan de bevoegdheden van andere per-
sonen de zorgen mogen verstrekken, met name van de
geneesheren.

In de tweede plaats (*littera* b van § 1) omvar de verpleeg-
kunde rechnische verstrekkingen die, zonder evenwck te
behoren tot de klassieke medische handelingen, nochruns
verband houden met het stellen van een diagnose of met
de uitvoering van een medische bhandclug evcnals met
maatregelen van prcventieve genceskuude zoals de sanitaire
opleiding, de ontsmcrting, de biomctrische ruetingen, enz.,
welke verrichtingen noodzakelijk deel uirmaken van dl' spe-
cifieke werkzaamheden van de verpleger of verpleegster.

Enfin (linter.c du ~ I), le champ d'application de la proposition englobe également les actes médicaux auxquels, en exécution de la législation sur l'art de guérir, l'ouvrent être délégués l'infirmier ou l'infirmière. Sur ce point, la renée est bte des lors la législation y relative, étant entendu qu'il est déjà tenu compte de certaines propositions de modification qui semblent s'indiquer dans le cadre de la présente proposition de loi et qui sont formulées plus loin à l'article 19.

Le § 2, premier alinéa, autorise le Roi à préciser la nomenclature des activités visées au § 1, a, après avis du Conseil supérieur du Nursing.

Quant aux prestations techniques visées au § 1, b, le Roi fixe la liste de celles-ci après avis, d'une part, des Académies royales de Médecine et, d'autre part, du Conseil supérieur du Nursing. Il fixe également les conditions de qualification requises et les modalités d'exécution (§ 2, deuxième alinéa).

Il y a évidemment lieu, pour ce qui est des prestations médicales visées au § 1, a, qui peuvent être confiées aux personnes habilitées à dispenser des soins, d'élaborer la réglementation en exécution de la législation sur l'art de guérir, en tenant compte aussi, comme il a été dit plus haut, de la solution recherchée par la présente proposition de loi (voir plus loin l'article 19, § 1).

Le troisième alinéa du § 2 fixe les délais dans lesquels doivent être émis les avis prévus au même paragraphe.

L'article 3 prévoit que les personnes visées à l'article 1 ne peuvent exercer l'art de soigner que si leurs titres professionnels ont été visés et enregistrés au préalable par la commission compétente du nursing.

L'enregistrement doit, en outre, se faire conformément aux conditions et aux modalités fixées par le Roi.

Les articles 4 à 6 concernent la protection des titres de formation qui donnent le droit de dispenser des soins. Ces dispositions ne constituent pas des innovations. Elles figurent dans la loi du 15 novembre 1946 sur la protection des titres d'infirmier et d'infirmière, qui est abrogée par la présente proposition. Il est toutefois à remarquer que la proposition accorde le bénéfice de la protection du titre non seulement aux titulaires du diplôme ou brevet d'infirmier ou d'infirmière, mais également à ceux qui détiennent le brevet d'hospitalier ou d'hospitalière.

Les articles 7 à 10 sont relatifs à l'institution, à l'organisation et au fonctionnement d'un conseil consultatif, dénommé Conseil supérieur du Nursing.

L'article 8 détermine les tâches confiées à ce Conseil sur le plan des études, de la formation, de la qualification et de l'art de soigner. Parmi ces devoirs, il y a lieu de citer notamment la consultation obligatoire du Conseil, à laquelle le Ministre ayant la Santé publique dans ses attributions est tenu de procéder lorsqu'il s'agit de déterminer les conditions de qualification requises pour accomplir les prestations techniques ou les actes médicaux confiés, ainsi que pour en arrêter les modalités d'exécution.

L'article 9 fixe la composition du Conseil supérieur du Nursing: indépendamment de la place faite aux représentants des associations professionnelles de dispensateurs de soins, cette composition accorde une très large place aux membres du corps médical. Y sont également admis, mais en qualité de membres à titre consultatif, des fonctionnaires représentant respectivement le Ministre de l'Education nationale et le Ministre de la Santé publique. Telle qu'elle est actuellement conçue, la composition de ce Conseil permet une représentation réelle et effective des différentes spécialisations et catégories de dispensateurs de soins. La présence de médecins permettra, en outre, de trouver pour les problèmes auxquels le Conseil aura à faire face des solu-

Teil sloite (linter.c van ~ I) omv.u het toepnssingsgebied van het voorst.c] nok de medische handelingen die, ter uitvoering van de wetgeving op de geneeskunst, aan de verpleger of verpleegster kunnen worden oververtrouwd. Voor dit punt wordt dan ook verwezen naar de desbetreffende wetgeving, waarbij nochtans reeds rekening wordt gehouden met bepaalde voorstellen van wijziging die in functie van dit wetsvoorstel aangewezen lijken en die verder in artikel 19 worden geformuleerd.

Paragraaf 2, eerste lid, machtigt de Koning ertoe de in § 1, a bedoelde activiteiten nader te omschrijven, na advies van de in artikel 7 voorziene Hoge Raad voor Verpleegkunde.

Wat de in § 1, b bedoelde technische verstrekkingen betreft, stelt de Koning de lijst ervan op, na advies enerzijds van de Koninklijke Academiën voor geneeskunde en anderzijds van de Hoge Raad voor Verpleegkunde. Hij bepaalt tevens de vereiste kwalificatievoorwaarden en de uitvoeringsmodaliteiten (§ 2, tweede lid).

Met betrekking tot de in § 1, c bedoelde geneeskundige handelingen die aan een verpleegkundige kunnen worden toevertrouwd, dient vanzelfsprekend de regeling te worden uitgewerkt in uitvoering van de wetgeving op de geneeskunst, waarbij nochtans, zoals hoger gezegd, eveneens dient rekening gehouden te worden met de door dit wetsvoorstel nagestreefde oplossing (zie verder artikel 19, § 1).

Het derde lid van § 2 bepaalt de termijn binnen welke de in deze paragraaf bedoelde adviezen moeten worden uitgebracht.

Artikel 3 bepaalt, dat de in artikel 1 bedoelde personen slechts de verpleegkunde mogen uitoefenen, indien hun beroepstitel vooraf werd geviséerd en geregistreerd door de bevoegde verpleegkundige commissie.

Bovendien dient de registratie te gebeuren overeenkomstig de door de Koning vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

De artikelen 4 tot 6 hebben betrekking op de bescherming van de beroepstitel die het recht verleent tot het verstrekken van verpleegkundige zorg. Die bepalingen zijn niet nieuw. Ze komen reeds voor in de wet van 15 november 1946 tot bescherming van de titel van verpleger en verpleegster, die door dit voorstel wordt opgeheven. Toch moet er worden op gewezen dat het voorstel niet alleen de titel beschermt van de houders van het diploma of van het brevet van verpleger of verpleegster maar eveneens die van de houders van het brevet van verpleegassistent(e).

De artikelen 7 tot 10 betreffen de oprichting, de organisatie en de werking van een raad van advies, die de Hoge Raad voor Verpleegkunde wordt genoemd.

Artikel 8 bepaalt de taken, welke aan die raad zijn opgedragen in verband met de studies, de opleiding, de kwalificatie en het verstrekken van verpleegkundige zorg. Onder die taken moet onder meer worden vermeld de verplichte raadpleging van de raad door de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, wanneer het erom gaat de vereiste bekwaamheden te bepalen voor de uitoefening van de technische prestaties of de toevertrouwde medische handelingen, alsmede voor de vaststelling van de wijzen van uitvoering.

Artikel 9 bepaalt de samenstelling van de Hoge Raad voor verpleegkunde waarin naast de beroepsorganisaties die de personen vertegenwoordigen die verpleegkundige zorg verstrekken, een ruime plaats wordt gegeven aan de leden van het geneesherenkorps. Tevens worden als leden met raadgevende stem ambtenaren opgenomen respectievelijk van het Ministerie van Nationale Opvoeding en van het Ministerie van Volksgezondheid. De samenstelling van die Raad, zoals ze nu is uitgewerkt, maakt een echte vertegenwoordiging mogelijk van de verschillende specialisten en categorieën van personen die verpleegkundige zorg verstrekken. Mede dank zij de aanwezigheid van geneesheren zal het mogelijk zijn om voor de vraagstukken waarmee

rions hanuouieuses qui soient dl' nature ,\ concilier les dif-
fércnes tendances en présence .

L'article 10 confère au Roi le pouvoir de régler l'orga-
nisation et le fonctionnement du Conseil, en tenant compte
du fait que ce dernier est composé de représentants des
deux communautés linguistiques.

Les articles II à 13 concernent les commissions du nur-
sing qui, à l'instar des commissions médicales, constituent
des organes de surveillance et de police de la profession.
Aussi la rédaction de ces dispositions a-t-elle été évidem-
ment inspirée par celle de l'article 37 de l'arrêté-loi n° 78
du 10 novembre 1967 relatif à l'art. de guérir à l'exercice
des professions qui s'y rattachent et aux commissions médi-
cales.

Il est cependant apparu indispensable de confier la sur-
veillance de l'art de soigner à un organe distinct. En effet,
la composition même des commissions médicales, telle
qu'elle est déterminée par le deuxième alinéa de l'article 37,
ne prévoit pas, en vue de l'accomplissement de sa tâche
spécifique qui est de loin la plus importante, une repré-
sentation suffisante des dispensateurs de soins, ceux-ci étant
directement concernés par les tâches de surveillance et de
police attribuées aux commissions.

L'article II institue des commissions du nursing, mais,
contrairement aux dispositions relatives aux commissions
médicales, il n'en fixe pas le nombre: cette tâche est confiée
au Roi, qui décidera, en fonction des nécessités locales ou
régionales, du siège et de la compétence territoriale des
commissions.

L'article 12 règle la composition des commissions du
nursing. Toutefois, pour éviter ou résoudre les difficultés
pouvant surgir, dans un même ressort, entre deux organes
chargés de missions analogues, et notamment entre les
commissions médicales et celles qui sont instituées par la
présente proposition de loi, l'article 12 dispose que deux
membres, le président et le secrétaire, seront choisis parmi
les membres des commissions médicales.

Pour l'accomplissement des tâches qui leur sont confiées
par l'article 13 de la présente proposition de loi, il est
prévu que les commissions du nursing peuvent faire appel
à la collaboration de personnes étrangères, celles-ci ne
siégeant cependant qu'avec voix consultative; les modalités
de leur désignation seront fixées par un règlement que le
Roi arrêtera en exécution de l'article 13, § 2.

L'article 13 détermine les tâches qui incombent aux com-
missions du nursing; ces dispositions sont reprises de l'arti-
cle 37 de l'arrêté royal précité du 10 novembre 1967.

Elles prévoient essentiellement, d'une part, le visa qui doit
être apposé au titre professionnel préalablement à l'exercice
de l'art de soigner et, d'autre part, le retrait total ou condi-
tionnel de ce visa au cas où la poursuite par un praticien de
tout ou partie de ces activités entraînerait un quelconque
danger pour les personnes soignées.

A cet égard, un recours suspensif contre les décisions de
la commission est ouvert auprès d'une commission d'appel,
dont le Roi arrête la composition, l'organisation et le fonc-
tionnement.

Aux fins d'atteindre les objectifs particuliers à la présente
proposition de loi, les articles 14 à 17 prévoient des sanc-
tions pénales. La plupart de celles-ci s'inspirent des sanctions
pénales se rapportant à l'exercice de l'art de guérir.

L'article 18 prévoit des mesures transitoires en faveur
des personnes qui, bien que ne répondant pas aux conditions
de formation et de qualification requises par la présente pro-
position, dispensent cependant des soins.

de RancI wordr gconfronccrd, ,\ hnrmonicusc oplossingen te
vinden, die dl' verschillende uanwzicg strekkingen kunnen
verzoenen.

Artikel 10 verleent aan de Koning de machr om de orga-
niserie en de werking van de Raad te regelen, rekening
houdend met de aanwezigheid van vertegenwoordigers van
beide malgemeenschappen.

De artikelen II tot 13 hebben betrekking op de verpleeg-
kundige commissies die, in nvolging van de geueeskundige
commissie, organen zijn voor toezicht en politie van het
beroep. Voor de redactie van die bepalingen, heeft men
zich dan ook duidelijk laten inspireren door artikel 37 van
het koninklijk besluit n° 78 van 10 november 1967 be-
treffende de geneeskunst, de uitoefening van de daaraan
verbonden beroepen en de geneeskundige commissies.

Het is evenwal onontbeerlijk gebleken, het toezicht over
het verstrekken van verpleegkundige zorg toe te vertrou-
wen aan een afzonderlijk lichaam. Het is inderdaad zo dat
de samenstelling van de geneeskundige commissies, zoals ze
werd bepaald in het tweede lid van artikel 37, voor de uir-
oefening van haar speciale opdracht, die veruit de belang-
rijkste is, niet in een voldoende vertegenwoordiging voor-
ziet van de beoefenaars van de verpleegkunde, die recht-
streeks betrokken zijn bij de opdrachten van toezicht en poli-
tie die aan de commissies zijn toegekend.

Artikel II richt verpleegkundige commissies op, maar
stelt het aantal ervan niet vast, dit in strijd met wat is
bepaald voor de geneeskundige commissies. De raak wordt
aan de Koning opgedragen die, naar gelang van de
lokale of regionale behoeften, zal beslissen ontrent de plaats
van vestiging en de territoriale bevoegdheid van de commis-
sies.

Artikel 12 bepaalt de samenstelling van de verpleeg-
kundige commissies. Om evenwal de moeilijkheden te voor-
komen of op te lossen die zich ineen zelfde gebied zouden
voordoen tussen twee met gelijkaardige opdrachten be-
last lichamen, meer bepaald de geneeskundige commissies
en die welke door dit voorstel worden opgericht, bepaalt
artikel 12 dat twee leden, de voorzitter en de secretaris,
zullen worden gekozen uit de leden van de geneeskundige
commissies.

De verpleegkundige commissies kunnen, voor de uitvoe-
ring van de taken die hun door artikel 13 van het voorstel
zijn opgedragen, een beroep doen op de medewerking van
vreemde presonen, die echter alleen een raadgevende stem
mogen uitbrengen; de voorwaarden voor hun aanwijzing
zullen worden bepaald in een reglement dar de Koning zal
vaststellen ter uitvoering van artikel 13, § 2.

Artikel 13 bepaalt de taken van de verpleegkundige com-
missies; die bepalingen zijn overgenomen uit artikel 37 van
het voormelde koninklijk besluit van 10 november 1967.

Die bepalingen hebben vooral betrekking enerzijds op het
visum dat, vooraleer verpleegkundige zorg wordt verstrekt,
moet worden gehecht aan de beroepstite en anderzijds op
de totale of voorwaardelijke intrekking van dat visum inge-
val de verdere gehele of gedeeltelijke uitoefening van zijn
werkzaamheden door een bepaalde verpleegkundige voor
de verpleegde personen enig gevaar oplevert.

Tegen de beslissingen van de commissie kan terzake beroep
worden ingesteld bij een commissie van beroep waarvan de
Koning de samenstelling, de organisatie en de werking be-
paald. Dit beroep is schorsend.

Met het oog op de verwezenlijking van de specifieke oog-
merken van dit voorstel, worden in de artikelen 14 tot 17
strafsancties voorzien. Bij het vaststellen van de sancties
werd meestal teruggegrepen naar de strafbepalingen in ver-
band met de geneeskunst.

Artikel 18 bepaalt de overgangsmaatregelen voor perso-
nen die, hoewel ze niet voldoen aan de door het wetsvoor-
stel bepaalde opleidings- en bekwaamheidsvereisen, nietre-
min verpleegkundige zorg verstrekken.

A la condition -111- cette activité air de exercée depuis
très :11111 l'esau moins dans une institution de soins, ces
personnes pourront. hl poursuivre dans cette institution en
sc conformant 3 la réglementation qui sera édictée.

Il convient de noter que l'expression „institution de
soins » a été retenue :1 dessin et préférée à celle d'« éta-
blissement hospitalier" afin d'englober effectivement toutes
les institutions et tous les services où sont donnés des soins,
comme par exemple les maisons de repos, les homes pour
personnes âgées, les services de soins à domicile, etc., ainsi
que les activités portant sur des mesu l'es préventives.

Les articles 19 à 21 contiennent des dispositions modifi-
catives et abrogatoires.

L'article 19, qui propose des modifications à l'arrêté royal
n° 78 du 10 novembre 1967, ne porte pas atteinte à la philo-
sophie globale de cet arrêté. L'article 19 se borne à des
modifications qui paraissent nécessaires pour rendre possi-
ble une réglementation particulière en matière d'art de soi-
gner, conformément aux objectifs de la présente proposition
de loi.

Il s'agit plus spécialement de précisions qui devaient être
apportées au § 1 de l'article 5 dudit arrêté. L'article 19
modifie dès lors l'article 5 de manière à permettre, pour
les actes pouvant être confiés, une réglementation parti-
culière en faveur des personnes habilitées à dispenser des
soins en vertu de la présente proposition de loi.

D'autre part, l'article 19 apporte aux autres articles de
l'arrêté royal n° 78 les modifications découlant logiquement
du principe servant de base à la modification du § 1 de
l'article 5 de cet arrêté.

L'article 20 transfère au nouveau Conseil supérieur du
Nursing les attributions qui, en ce domaine, avaient été
conférées au Conseil supérieur du Nursing tel qu'il a été
réorganisé par l'arrêté royal du 17 août 1957.

L'article 21, enfin, abroge la loi du 15 novembre 1946
relative à la protection des titres d'infirmier et d'infirmière.

PROPOSITION DE LOI

CHAPITRE 1.

De l'art de soigner.

Article 1.

§ 1. - L'art de soigner, tel qu'il est défini à l'article 2,
ne peut être exercé que par les personnes titulaires du
diplôme d'infirmier gradué ou d'infirmière graduée, du
brevet d'infirmier ou d'infirmière, du brevet d'hospitalier
ou d'hospitalière, ainsi que par les personnes qui leur sont
assimilées en application des règlements en vigueur à la date
de la publication de la présente loi.

§ 2. - Pour l'exercice de l'art de soigner, est assimilée
à l'infirmier gradué ou à l'infirmière graduée, la personne
titulaire du diplôme d'accoucheuse.

XL:lnH:Cr die werkzaamheden minstens gedurende drie
jaar ill eu vel7.orgingsinstelling worden uirgvoerd, zullen
elc personen in die instelling hun werkzaamheden kunnen
voortzetten mits ze zich naar de geldende reglementering
schikken.

Er zij genoeërd dat de uitdrukking « verzorgingsinstel-
ling » opzettelijk en bij voorkeur werd gekozen in plaats
van verplegingsinrichting ten einde alle instellingen en
diensten waar verzorging wordt verstrekt, ermee te dekken
zoals onder meer rusthuizen, bejaardentehuizen, diensten
voor thuisverpleging ... alsmede de werkzaamheden die ver-
band houden met preventieve maatregelen.

De artikelen 19 tot 21 bevatten wijzigings- en opheffings-
bepalingen.

Artikel 19 dat wijzigingen voorstelt aan het koninklijk
besluit n° 78 van 10 november 1967, doet geen afbreuk aan
de globale filosofie dat aan dit besluit ten grondslag ligt.
Artikel 19 brengt enkel de wijzigingen aan die noodzakelijk
zijn om een afzonderlijke regeling voor de verpleegkunde,
zoals die wordt beoogd door de wetsvoorstel, mogelijk te
maken.

Daartoe moet meer in het bijzonder § 1 van artikel 5 van
voornoemd besluit worden verduidelijkt. Artikel 19 wijzigt
dan ook artikel 5 zodat m.b.t. de toevertrouwde handel-
ingen een afzonderlijke regeling mogelijk wordt voor de per-
sonen die ingevolge de thans voorgestelde wet gemachtigd
worden om de verpleegkunde uit te oefenen.

Voorzigtig brengt artikel 19 in de overige artikelen van het
koninklijk besluit n° 78 die wijzigingen aan die loaischer-
wijze voortvloeiën uit het beginsel dat ten grondslag ligt aan
de wijziging van § 1 van artikel 5 van het koninklijk be-
sluit n° 78.

Bij artikel 20 worden aan de Hoge Raad voor verpleeg-
kunde de bevoegdheden overgedragen die, in dat verband,
waren toegekend aan de Hoge Raad voor het verplegings-
wezen, zoals hij door het koninklijk besluit van 17 augustus
1957 werd gereorganiseerd.

Tenslotte wordt bij artikel 21 de wet van 15 november
1946 tot bescherming van de titel van verpleger en ver-
pleegster opgeheven.

D. COENS.

WETSVOORSTEL

HOOFDSTUK I.

De verpleegkunde.

Artikel 1.

§ 1. - Verpleegkunde, zoals omschreven in artikel 2,
mag alleen worden uitgeoefend door personen die in het
bezit zijn van het diploma van gegradueerde verpleger of
verpleegster, van het brevet van verpleger of verpleegster,
van het brevet van verpleegassistent of -assistentre alsook
door hen die met bovengenoemde personen zijn gelijkgesteld
met toepassing van de op de datum van de bekendmaking
van deze wet van kracht zijnde verordeningen.

§ 2. - Voor de uitoefening van de verpleegkunde wordt
de persoon die in het bezit is van een diploma van vroed-
vrouw gelijkgesteld met de gegradueerde verpleger of ver-
pleegster.

Les diplômes, brevets ou titres équivalents sont délivrés conformément aux dispositions prévues par le Roi.

Art. 2.

§ 1. - Pour l'exécution de la présente loi, on entend par "art de soigner" l'accomplissement, par les personnes visées à l'article 1) des activités suivantes :

a) d'une part, l'observation et la constatation minutieuse des symptômes et réactions, tant physiques que psychiques, du patient, afin de rencontrer ses différents besoins et de collaborer à l'établissement du diagnostic ou à l'exécution du traitement en vue des soins que requiert son état; d'autre part, la prise en charge d'une personne, saine ou malade, pour l'aider, par une assistance continue, à l'accomplissement des actes contribuant au maintien, à l'amélioration ou au rétablissement de la santé, ou pour l'assister dans son action, tous ces actes étant accomplis en vue d'assurer une dispensation globale des soins;

b) l'accomplissement de prestations techniques de soins relatives à l'établissement du diagnostic ou à l'application du traitement ou de mesures relevant de la médecine préventive;

c) l'accomplissement d'actes médicaux pouvant être confiés par un médecin conformément à l'article 5, § 1, alinéas 2 et 3 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir.

§ 2. - Le Roi peut, après avis du Conseil supérieur du Nursing prévu à l'article 7, préciser les activités visées au § 1, a, du présent article.

Sur la proposition du Ministre ayant la Santé publique dans ses attributions et après avis, d'une part, des Académies royales de médecine et d'autre part, du Conseil supérieur du Nursing, le Roi établit la liste des prestations visées au § 1, b, du présent article; Il fixe également les conditions de qualification requises ainsi que les modalités d'exécution.

Lorsque le Ministre demande un avis, il fixe le délai dans lequel celui-ci doit être rendu. Ce délai ne peut être inférieur à quatre mois. Si l'avis n'est pas rendu dans le délai fixé, il sera censé être favorable.

Art. 3.

Nul ne peut exercer l'art de soigner s'il n'a préalablement fait viser et enregistrer son titre par la commission du Nursing du ressort dans lequel il compte pratiquer.

Le Roi détermine les conditions et modalités d'enregistrement du titre, après avis du Conseil supérieur du Nursing.

CHAPITRE II.

De la protection des titres.

Art. 4.

Nul ne peut attribuer à des personnes qu'il occupe, même bénévolement, un des titres visés à l'article 1 si ces personnes ne répondent pas aux conditions de qualification requises.

§ 1. De diploma's, brevetten of gelijkwaardige titels worden afgegeven, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde beschikkingen.

Art. 2.

§ 1. - Voor de uitvoering van deze wet wordt onder verpleegkunde versaan het uitoefenen door de in artikel 1 bedoelde personen van de hiernavolgende activiteiten :

a) enerzijds de observatie en het nauwkeurig vastleggen van de symptomen en reacties van de patiënt, zowel op fysisch als op psychisch vlak, ten einde zijn verschillende noden regemoet te komen en bij te dragen tot het stellen van de diagnose of het uitvoeren van de behandeling met het oog op de zorgen die zijn toerand vereisen, en anderzijds, her onder zijn hoede nemen van een gezonde of een zieke persoon om hem, dank zij een voortdurend bijstand, de handelingen te helpen verrichten die bijdragen tot het behoud, de verbetering of het hersnel van de gezondheid, of hem bij her sterven te begeleiden, dit alles om een globale verpleegkundige verzorging, te verzekeren;

b) de uitvoering van technische verpleegkundige prestaties die verband houden met het stellen van de diagnose of met het uitvoeren van een behandeling of het nemen van maatregelen van preventieve geneeskunde;

c) de uitvoering van geneeskundige handelingen die door een geneesheer kunnen worden toevertrouwd overeenkomstig artikel 5, § 1, tweede en derde lid van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de geneeskunst,

§ 2. - Na advies van de in artikel 7 voorziene Hoge Raad voor Verpleegkunde, kan de Koning de activiteiten bedoeld in § 1, a, van dit artikel, nader omschrijven.

Op voorstel van de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort en na advies, enerzijds van de Koninklijke Academiën voor geneeskunde en anderzijds van de Hoge Raad voor Verpleegkunde, stelt de Koning de lijst vast van de verstrekkingen bedoeld in § 1, b, van dit artikel; Hij bepaalt ook de vereiste kwalificatievoorwaarden en de uitvoeringsmodaliteiten.

Wanneer de Minister een advies inwint, stelt hij de termijn vast waarin dit advies dient te worden uitgebracht. Deze termijn mag niet korter zijn dan vier maanden. Indien het advies niet wordt uitgebracht binnen de aldus vastgestelde termijn, wordt het geacht gunstig te zijn.

Art. 3.

Niemand mag de verpleegkunde uitoefenen, indien hij vooraf zijn titel niet heeft laten viseren en registreren door de Verpleegkundige Commissie van de plaats waar hij voornemens is de verpleegkunde uit te oefenen.

De Koning stelt de voorwaarden en de modaliteiten voor de registratie van de titels vast, na advies van de Hoge Raad voor Verpleegkunde.

HOOFDSTUK II.

De bescherming van de titels.

Art. 4.

Niemand mag een der in artikel 1 bedoelde titels roekennen aan personen die hij, zelfs kosteloos, tewerkstelt indien die personen niet de vereiste kwalificatievoorwaarden niet voldoen.

Art. 5.

Il est interdit, toute personne qualifiée au sens de la présente loi de prêter d'une manière quelconque son concours ou son assistance à un tiers non qualifié à l'effet de permettre à ce dernier d'exercer l'art de soigner.

Art. 6.

§ 1. - Nul ne peut porter un des titres visés à l'article 1, s'il ne répond pas aux conditions de qualification requises.

§ 2. - Celui qui réunit les conditions de qualification requises par la législation d'un pays étranger ne peut porter un des titres visés à l'article 1 que moyennant l'autorisation donnée par le Ministre chargé de l'exécution des arrêtés établissant les conditions de qualification requises.

CHAPITRE III.

Du Conseil supérieur du Nursing.

Art. 7.

Il est institué auprès du Ministère de la Santé publique et de la Famille un Conseil supérieur du Nursing.

Art. 8.

§ 1. - Le Conseil supérieur du Nursing a pour tâche de donner, au Ministre ayant la santé publique dans ses attributions, à la demande de celui-ci ou d'initiative, des avis en toute matière relative à l'art de soigner et, en particulier, en matière d'exercice de l'art de soigner et de qualifications.

§ 2. - Le Conseil supérieur du Nursing peut également donner au Ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions, à la demande de celui-ci ou d'initiative, des avis en toute matière relative aux études et à la formation des personnes visées à l'article 1 de la présente loi.

Art. 9.

§ 1. - Le Conseil supérieur du Nursing est composé de :

1°) 16 membres représentant les associations professionnelles des personnes habilitées à dispenser les soins;

2°) 6 membres, docteurs en médecine, chirurgie et accouchements;

3°) 2 fonctionnaires représentant les Ministres de l'Éducation nationale;

4°) 2 fonctionnaires représentant le Ministre de la Santé publique, qui assumeront le secrétariat.

Les fonctionnaires visés au 3° et 4° siègent avec voix consultative.

Art. 5.

Het is eenieder, die voor de roepassing van deze wet als bevoegd beschouwd wordt, verboden op welke wijze ook zijn medewerking of zijn bijstand te verlenen aan een niet bevoegde derde, met het doel het hem mogelijk te maken de verpleegkunde uit te oefenen.

Art. 6.

§ 1. - Niemand mag een der in artikel 1 voorziene titels dragen, indien hij aan de vereiste kwalificatievoorwaarden niet voldoet.

§ 2. - Hij die aan de kwalificatievoorwaarden, gesteld bij de wetgeving van een vreemd land, voldoet, mag slechts een der in artikel 1 vernoemde beroepstitels dragen, zo hij de machtiging bekort van de Minister belast met de uitvoering van de besluiten tot vaststelling van de vereiste kwalificatievoorwaarden.

HOOFDSTUK III.

De Hoge Raad voor Verpleegkunde.

Art. 7.

Bij het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin wordt een Hoge Raad voor Verpleegkunde opgericht.

Art. 8.

§ 1. - De Hoge Raad voor Verpleegkunde heeft tot taak aan de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, op diens verzoek of op eigen initiatief, advies te verstrekken over alle aangelegenheden in verband met de verpleegkunde, meer bepaald betreffende de uitoefening van de verpleegkunde en de kwalificatie hiertoe.

§ 2. - De Hoge Raad voor Verpleegkunde kan ook aan de Minister tot wiens bevoegdheid de nationale opvoeding behoort, op diens verzoek of op eigen initiatief, advies te verstrekken over alle aangelegenheden in verband met de studies en de opleiding van de in artikel 1 van deze wet bedoelde personen.

Art. 9.

§ 1. - De Hoge Raad voor Verpleegkunde bestaat uit :

1°) 16 leden die de beroepsorganisaties vertegenwoordigen van de personen die gemachtigd zijn om de verpleegkunde uit te oefenen;

2°) 6 leden, doctors in de genees-, heel- en verloskunde;

3°) 2 ambtenaren die de Minister van Nationale Opvoeding vertegenwoordigen;

4°) 2 ambtenaren die de Minister van Volksgezondheid vertegenwoordigen en die het secretariaat zullen waarnemen.

De in 3° en 4° vermelde ambtenaren hebben zitting met raadgevende stem.

§ 2. - Aux membres sont adjoints des suppléants, nommés dans les mêmes conditions.

§ 3. - Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Roi pour un terme de six ans, renouvelable une fois; les membres visés aux 1^{er} et 2^o le sont sur une liste double de candidats présentés par les associations professionnelles représentatives des personnes en cause; les membres visés aux 3^o et 4^o sont nommés sur proposition du Ministre dont ils relèvent.

Art. 10.

§ 1. - Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur du Nursing.

§ 2. - Ce règlement fixe notamment les modalités de désignation du président et du vice-président, lesquels sont tenus de connaître les deux langues nationales.

CHAPITRE IV.

Des commissions du nursing.

Art. 11.

Il est institué des commissions du nursing. Le Roi en fixe le nombre et en détermine la compétence territoriale.

Art. 12.

§ 1. - Chaque commission du nursing est composée:

1^o) d'un président, nommé par le Roi parmi les présidents ou vice-présidents des commissions médicales;

2^o) de cinq membres effectifs et d'autant de suppléants, nommés par le Roi sur une liste double de candidats présentés par les associations professionnelles représentatives des personnes habilitées à dispenser des soins;

3^o) d'un secrétaire, nommé par le Roi parmi les secrétaires des commissions médicales.

§ 2. - Le mandat des membres visés aux 1^o et 2^o est de six ans; il est renouvelable une fois.

§ 3. - La commission du nursing peut faire appel à la collaboration de personnes choisies en raison de leur compétence dans les matières dont elle est chargée.

Art. 13.

§ 1. - La commission du nursing a pour mission :

1^o) de vérifier, de viser et d'enregistrer les titres des praticiens visés à l'article 1, qui s'établissent dans son ressort pour y exercer l'art de soigner;

2^o) de retirer le visa ou de subordonner son maintien à l'acceptation par l'intéressé des limitations qu'elle lui impose, lorsqu'il est établi par un collège de trois

§ 2. - Aan de leden is een plaatsvervanger toegevoegd, die onder dezelfde voorwaarden wordt benoemd.

§ 3. - De gewone en plaatsvervangende leden worden door de Koning benoemd voor een termijn van zes jaar, die eenmaal kan worden hernieuwd; de sub 1^o en 2^o vermelde leden worden benoemd, uit een dubbele lijst van kandidaten die voorgedragen worden door de representatieve beroepsorganisaties van elk der betrokken personen; de sub 3^o en 4^o vermelde leden worden benoemd op voordracht van de Minister van wie zij afhangen.

Art. 10.

§ 1. - De Koning stelt het reglement vast voor de organisatie en de werking van de Hoge Raad voor Verpleegkunde.

§ 2. - Dit reglement bepaalt, onder meer de wijze waarop de voorzitter en de ondervoorzitter worden benoemd; zij moeten beiden de twee landstalen machtig zijn.

HOOFDSTUK IV.

De Verpleegkundige commissies.

Art. 11.

Er worden Verpleegkundige commissies opgericht. De Koning bepaalt hun aantal en hun territoriale bevoegdheid.

Art. 12.

§ 1. - Elke Verpleegkundige commissie bestaat uit:

1^o) en voorzitter, door de Koning benoemd uit de voorzitters en ondervoorzitters van de geneeskundige commissies;

2^o) vijf gewone leden en evenveel plaatsvervangers door de Koning benoemd uit een dubbele lijst van kandidaten voorgedragen door de representatieve beroepsorganisaties van de personen die gemachtigd zijn om de verpleegkunde uit te oefenen;

3^o) een secretaris door de Koning benoemd onder de secretarissen van de geneeskundige commissies.

§ 2. - Het mandaat van de in sub 1^o en 2^o bedoelde leden duurt zes jaar en is eenmaal hernieuwbaar;

§ 3. - De Verpleegkundige commissie kan een beroep doen op de medewerking van personen, gekozen op grond van hun bekwaamheid in de aangelegenheden die tot haar taak behoren.

Art. 13.

§ 1. - De Verpleegkundige commissie heeft tot taak:

1^o) de titels na te zien, te viseren en te registreren van de beoefenaars waarvan sprake in artikel 1 en die zich in haar ambtsgebied vestigen om er de verpleegkunde uit te oefenen;

2^o) het visum in te trekken of het behoud ervan afhankelijk te maken van de aanvaarding door de betrokkene van de beperkingen die ze hem oplegt, wanneer door een

experts, qu'elle désigne, qu'une personne visée à l'article 1 ne réunit plus les aptitudes physiques ou psychiques nécessaires au vu de poursuivre sans risque l'exercice de l'art de soigner;

3°) sans préjudice de la compétence des personnes chargées par ou en vertu de la loi de missions de contrôle et de surveillance ;

a) de veiller à ce que l'art de soigner soit exercé conformément aux lois et aux règlements;

b) de rechercher et de signaler au Ministère public les cas d'exercice illégal de l'art de soigner.

4° d'informer, selon les modalités arrêtées par le Roi, les autres commissions du nursing ainsi que les personnes de droit public intéressées à l'art de soigner des décisions prises, soit par elle-même, soit par les tribunaux en matière d'exercice de l'art de soigner par une personne visée à l'article 1 de la présente loi.

§ 2. - L'organisation et le fonctionnement des commissions du nursing sont réglés par le Roi.

§ 3. - La procédure devant la commission, dans les cas prévus au § 1, 2°), du présent article, est réglée par le Roi.

L'intéressé peut interjeter appel contre la décision prise par la commission en vertu du § 1, 2°, du présent article auprès d'une commission d'appel du nursing dont le Roi arrête la composition et le fonctionnement.

Cet appel est suspensif.

Le Roi règle la procédure devant la commission d'appel du nursing. Tant en première instance qu'en appel, l'intéressé peut se faire assister de personnes de son choix.

CHAPITRE V.

Dispositions pénales.

Art. 14.

Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six à deux mille francs ou d'une de ces peines seulement :

1a) celui qui, ne réunissant pas les conditions requises pour exercer l'art médical ou n'étant pas porteur d'un titre de qualification visé et enregistré, exerce une ou plusieurs activités relevant de l'art de soigner telles que prévues à l'article 2, § 1, a), avec l'intention d'en faire sa profession ou exerce habituellement une ou plusieurs activités visées à l'article 2, § 1, b) et c).

Cette disposition n'est pas d'application à l'élève qui exerce les activités susmentionnées dans le cadre des dispositions légales et réglementaires relatives au programme de formation permettant d'obtenir l'un des titres prévus à l'article 1;

2° le praticien de l'art de soigner, qui, en infraction à l'article 6, prête d'une manière quelconque sa collaboration à un

collège, ou à d'autre pour haar nungcwczcn dt'skilldi-11 is uitgenommt dur de in artikel 1 bedoelde persoon die versierd fysische of psychische geschiktheid niet meer bezit om, zonder gevaar, de uitoefening van de verpleegkunde voort te zetten;

3°) ouverninderd de bevoegdheid van personen die door of krachtens de wet met controle- en toezichtsoverdrachten zijn belast;

a) ervoor te waken dat de verpleegkunde overeenkomstig de wetten en verordeningen wordt beoefend;

b) gevallen van onwettige uitoefening van verpleegkunde op te sporen en ter kennis te brengen van het Openbare Ministerie;

4° de andere verpleegkundige commissies, alsook de bij het uitoefenen van de verpleegkunde betrokken publiekrechtelijke rechtspersonen, op de door de Koning vastgestelde wijze, in kennis te stellen van de beslissingen die door haar of door de rechtbanken zijn genomen in verband met de uitoefening van de verpleegkunde door een in artikel 1 van deze wet bedoelde persoon.

§ 2. - De Koning regelt de organisatie en de werking van de Verpleegkundige commissies.

§ 3. - De procedure vóór de commissie voor de in § 1, 2°, van dit artikel bedoelde gevallen, wordt door de Koning geregeld.

De betrokkene kan tegen de beslissing van de commissie, genomen krachtens § 1, 2°, van dit artikel, beroep instellen bij een Verpleegkundige commissie van beroep, waarvan de Koning de samenstelling, de organisatie en de werking vaststelt.

Dit beroep is schorsend.

De Koning regelt de procedure voor de Verpleegkundige commissie van beroep. Zowel in eerste aanleg als in beroep, mag de betrokkene zich doen bijstaan door personen van zijn keuze.

HOOFDSTUK V.

Strafbepalingen.

Art. 14.

Onverminderd de toepassing van de in het strafwetboek gestelde straffen, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van zeventig frank tot tweeduizend frank of met een van die straffen alleen :

1°, hij die, zonder aan de vereiste voorwaarden te voldoen om de geneeskunde uit te oefenen of zonder in het bezit te zijn van een geïssueerde en geregistreerde bekwaamheidstitel, een of meer activiteiten van verpleegkundige verzorging zoals bedoeld in artikel 2, § 1, a), uitoefent met het oogmerk er zijn beroep van te maken, of gewoonlijk een of meer activiteiten uitoefent zoals bedoeld in artikel 2, § 1, b) en c).

Deze bepaling is niet van toepassing op de leerling die hagervermelde activiteiten verricht in het kader van de wetelijke en reglementaire bepalingen inzake het opleidingsprogramma tot het bekomen van een in artikel 1 bedoelde titel.

2°) de beoefenaar van de verpleegkunde die, in overtreding van artikel 6, op welke wijze ook zijn medewerking

tiers ou lui sert de: PRONONCIATION, aux fins de: le soustraire aux punitions réprimant l'exercice illégal de l'art de soigner;

3°) n'lui qui, par voies de fait ou par violence, empêche ou entrave l'exercice régulier et normal de l'art de soigner l'al' une personne réunissant les conditions requises;

4°) celui qui charge habituellement de l'exercice de l'art de soigner ou autorise habituellement à cette fin une personne qui n'est pas en possession d'un titre de qualification visé et enregistré ou qui n'a pas la qualité d'élève prévue au 1°) du présent article;

5°) celui qui charge habituellement une des personnes visées à l'article 1 de l'accomplissement d'un acte qui est considéré comme relevant de l'art de guérir, sauf s'il s'agit d'un acte prévu à l'article 2, § 1, c).

Art. 15.

Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal, sera puni d'une amende de deux cents francs à mille francs :

1°) celui qui, en infraction à l'article 4, s'attribue publiquement un titre auquel il ne peut prétendre;

2°) celui qui, en infraction à l'article 5, attribue à des personnes qu'il occupe, un titre auquel elles ne peuvent prétendre.

Dans ce cas, les employeurs et les mandants sont civilement responsables des amendes infligées à leurs préposés ou mandataires du chef d'infraction commise dans l'exécution de leur contrat.

Art. 16.

Le juge peut, dans l'intérêt de la santé publique, interdire pour une durée maximum de deux ans l'exercice de l'art de soigner à des personnes qualifiées en vertu des articles 1 et 3, reconnues coupables d'une des infractions visées aux articles 14 et 15..

Art. 17.

Les dispositions du Livre I du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

CHAPITRE VI.

Dispositions transitoires.

Art. 18.

§ 1°. - Les personnes qui ne satisfont pas aux conditions de qualification prévues à l'article 1 mais qui, à la date de la publication de la présente loi, sont occupées dans une institution de soins depuis plus de trois ans, peuvent, dans cette institution et jusqu'à la fin de cette occupation, continuer leurs activités dans les conditions et selon les modalités fixées à l'article 2.

§ 2. - SoliSpes de perdre le bénéfice de la disposition du § 1 du présent article, elles sont tenues, dans les six mois

verleent unn een denie of hem „zijn naam lccnr, met her doel deze te: onttrekken aan de: straffen wanrmde dt, onwettige uitoefening van de verpleegkunde wordt bereugld;

3°) hij die, door feirclijkheden of geweld, de regelmatige en normale uiroefening van de verpleegkunde door een persoon die aan de vereiste voorwaarden voldoet, verhindert of belemmert;

4°) hij die aan een persoon die niet in het bezit is van een geviserde en geregistreerde bekwaamheidstitel of die niet de hoedanigheid heeft van leerling, zoals bedoeld in 1°) van dit artikel, gewoonlijk opdracht of toelating geeft tot her uiroefenen van de verpleegkunde;

5°) hij die gewoonlijk aan een der in artikel 1 bedoelde personen een opdracht geeft tot het stellen van een handeling die beschouwd wordt als een uitoefening van de geneeskunde, tenzij het een handeling betreft als bedoeld in artikel 2, § 1, c).

Art. 15.

Onverminderd de toepassing van de in het Strafwetboek gestelde srraffen, wordt gestraft met een geldboete van tweehonderd frank tot duizend frank:

1°) hij die, in overtreding van artikel 4, zich in het openbaar een titel toeëigent waarop hij geen aanspraak mag maken;

2°) hij die, in overtreding van artikel 5, een titel toekent aan bij hem tewerkgestelde personen, waarop deze laatsten geen aanspraak mogen maken.

In dit geval zijn de werkgevers en de lastgevers burgerlijk aansprakelijk voor de geldboeten uitgesproken ten laste van hun aangestelden of lastnemers, wegens overtredingen gepleegd bij de uitvoering van hun contract.

Art. 16.

In het belang van de volksgezondheid, kan de rechtbank de uitoefening van de verpleegkunde voor een duur van maximum twee jaar verbieden aan luidens artikel 1 en 3 bevoegd geachte personen die schuldig worden bevonden aan een van de in artikelen 14 en 15 bedoelde inbreuken.

Art. 17.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn op de door deze wet bepaalde misdrijven toepasselijk.

HOOFDSTUK VI.

Overgangsbepalingen.

Art. 18.

§ 1. - De personen die niet voldoen aan de in artikel 1 bepaalde kwalificatievoorwaarden maar die, op de datum van de bekendmaking van deze wet, sinds meer dan drie jaar zijn te werk gesteld in een verzorgingsinstelling, mogen in die instelling en tot het einde van die tewerkstelling hun werkzaamheden voortzetten onder de voorwaarden en overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 2.

§ 2. - Op srraffe van verlics van her in § 1 van dit artikel verleende voordeel, moeten zij zich bij de bevoegde Ver-

de la publication du règlement visé, l'article 13, § 2, de se faire connaître, la commission compétente du uursing.

CHAPITRE VII.

Dispositions modificatives et abrogatoires.

Art. 19.

Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir:

1) L'article 5, § 1^{er}, est modifié comme suit :

« § 1^{er}. - Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46, fixer les conditions dans lesquelles les médecins peuvent, sous leur responsabilité et contrôle, confier à des personnes exerçant une profession paramédicale l'exécution de certains actes préparatoires au diagnostic ou relatifs à l'application du traitement ou à l'exécution de mesures de médecine préventive.

Le Roi peut également, conformément à la procédure prévue à l'article 2, § 2, deuxième et troisième alinéas, de la loi relative à l'exercice de l'art de soigner, fixer les conditions dans lesquelles les actes visés à l'alinéa précédent peuvent être confiés à des personnes habilitées à exercer l'art de soigner en vertu de la loi précitée.

La liste des actes visés aux alinéas précédents, les modalités de leur exécution ainsi que les conditions requises en matière de qualification sont arrêtées par le Roi, conformément aux dispositions de l'article 46, s'il s'agit d'actes confiés à des personnes exerçant une profession paramédicale, et conformément à l'article 2, § 2, deuxième et troisième alinéas, de la loi relative à l'exercice de l'art de soigner, s'il s'agit d'actes confiés à des personnes habilitées à exercer l'art de soigner.

2) Les modifications suivantes sont apportées à l'article 22 :

1°) Au 1°), les mots « articles 3 et 4 » sont remplacés par les mots « articles 3 et 4 du présent arrêté et à l'article 1 de la loi relative à l'exercice de l'art de soigner ».

2°) Au 2°), les mots « articles 5, § 1 » sont remplacés par les mots « article 5, § 1, alinéa premier ».

3) Les modifications suivantes sont apportées à l'article 30, § 1^{er} :

1°) Au premier alinéa est inséré un 5°*his*) rédigé comme suit: « 5°*his*) deux praticiens de l'art de soigner visés à la loi relative à l'exercice de l'art de soigner ».

2°) Au dernier alinéa, les mots « pharmaciens visés sub 3°, 4° et 5° » sont remplacés par les mots « pharmaciens et praticiens de l'art de soigner visés sub 3°, 4°, 5° et 5°*bis* ».

4) A l'article 31, les mots « un des membres visés sub 5° » sont remplacés par les mots « un des membres visés sub 5° et un des membres visés sub 5°*his* ».

pleegkundige commissie bekendmaken binnen zes maanden na de bekendmaking van het in artikel 13, § 2, bedoelde reglement.

HOOFDSTUK VII.

Wijzigings- en opheffingsbepalingen.

Art. 19.

In het koninklijk besluit n° 78 van 10 november 1967 betreffende de geneeskunst, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1) Artikel 5, § 1, wordt gewijzigd als volgt:

« § 1. - De Koning kan overeenkomstig de bepalingen van artikel 46, de voorwaarden bepalen, waaronder de geneesheren op eigen verantwoordelijkheid en onder eigen toezicht, beoefenaars van een paramedisch beroep kunnen belasten met het verrichten van bepaalde handelingen, welke het stellen van de diagnose voorafgaan of de toepassing van de behandeling aangaan of de uitvoering van maatregelen van preventieve geneeskunde betreffen.

De Koning kan eveneens, overeenkomstig de procedure voorzien in artikel 2, § 2, tweede en derde lid van de wet betreffende de uitoefening van de verpleegkunde, de voorwaarden bepalen waaronder de in het vorig lid bedoelde handelingen kunnen worden toevertrouwd aan personen die krachtens de voorgenoemde wet gemachtigd zijn om de verpleegkunde uit te oefenen.

De lijst van de in de voorgaande leden bedoelde handelingen, de uitvoeringsmodaliteiten ervan, alsook de vereiste kwalificatievoorwaarden worden door de Koning vastgesteld, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46, wanneer het aan beoefenaars van een paramedisch beroep toevertrouwde handelingen betreft, en overeenkomstig artikel 2, § 2, tweede en derde lid, van de wet betreffende de uitoefening van de verpleegkunde wanneer het aan personen gemachtigd tot de uitoefening van de verpleegkunde toevertrouwde handelingen betreft. »

2) In artikel 22 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

la) In het 1°) worden de woorden « artikelen 3 en 4 » vervangen door de woorden « artikelen 3 en 4 van dit besluit en bij artikel 1 van de wet betreffende de uitoefening van de verpleegkunde ».

2°) In het 2°) worden de woorden « artikel 5, § 1 » vervangen door de woorden « artikel 5, § 1, eerste lid ».

3) In artikel 30, § 1, worden volgende wijzigingen aangebracht:

la) In het eerste lid wordt een 5°*bis*) ingevoegd, luidend als volgt: « 5°*bis*) twee verpleegkundigen als bedoeld in de wet betreffende de uitoefening van de verpleegkunde ».

2°) In het laatste lid worden de woorden « en apothekers, bedoeld sub 3°, 4° en 5° » vervangen door de woorden « apothekers en verpleegkundigen, bedoeld sub 3°, 4°, 5° en 5°*bis*) ».

4) In artikel 31 worden de woorden « en een der leden bedoeld bij het 5° » vervangen door de woorden « en een der leden bedoeld bij het 5° en een der leden bedoeld bij het 5°*bis*) ».

5) Les modifications suivantes sont apportées à l'article 36 :

1°) Au § 2, il est inséré un *7°bis*, libellé comme suit :

« *7°bis*) : deux praticiens de l'art de soigner, membres de la commission provinciale du nursing compétente prévue à l'article 11 de la loi relative à l'exercice de l'art de soigner. »

2°) Le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. - Le président et le vice-président sont nommés par le Roi, sur une liste double de candidats présentée par le Conseil national de l'Ordre des Médecins. Les membres effectifs et suppléants visés sub 3°, à 7°) et sub 8°) sont nommés par le Roi, sur une liste double de candidats présentée par les organisations représentatives de chacune des professions intéressées. Les membres effectifs et suppléants visés sub *7°bis*) sont nommés par le Roi sur une liste double de candidats présentée par la commission du nursing visée au § 2, *7°bis*. Les membres visés sub 9°) du même paragraphe sont désignés par le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions. »

6) Les modifications suivantes sont apportées à l'article 37 :

1°) Au § 1^{er}, 1°, b), les mots « ainsi que des membres des professions paramédicales » sont remplacés par les mots « ainsi que des praticiens de l'art de soigner visés à la loi relative à l'exercice de l'art de soigner et des praticiens des professions paramédicales. »

2°) Au § 2, premier alinéa, les mots « à 7°) » sont remplacés par les mots « à *7°bis*) ».

7) Les modifications suivantes sont apportées à l'article 38 :

1°) Au § 1, 1°, deuxième alinéa, les mots « Les auxiliaires qualifiés » sont remplacés par les mots : « Les praticiens qualifiés de professions paramédicales et les praticiens qualifiés de l'art de soigner visés à la loi relative à l'exercice de l'art de soigner ».

2°) Au § 1, 2°, b), les mots « auxiliaires » sont remplacés par les mots « praticiens qualifiés de professions paramédicales ou praticiens qualifiés de l'art de soigner visés à la loi relative à l'exercice de l'art de soigner ».

3°) Au § 1, 2°, d), les mots : « auxiliaire qualifié » sont remplacés par les mots « le praticien qualifié d'une profession paramédicale ou le praticien de l'art de soigner, visé à la loi précitée ».

8) À l'article 46, § 1^{er}, premier alinéa, les mots « article 5 » sont remplacés par les mots « article 5, § 1^{er}, premier et troisième alinéas, et § 2. »

9) À l'article 48, § 2, les mots « Conseil national des professions paramédicales » sont remplacés par les mots « Conseil national des professions paramédicales et Conseil supérieur du Nursing. »

Art. 20.

Les compétences du Conseil supérieur du Nursing en matière de soins sont transférées au nouveau Conseil supérieur du Nursing à la date à laquelle celui-ci entre en fonctions.

5) In artikel 36 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1°) In § 2 wordt een *7°bis*) ingevoegd luidend als volgt :

« *7°bis*) twee verpleegkundigen, leden van de voor de provincie bevoegde Verpleegkundige commissie als bedoeld in artikel 11 van de wet betreffende de uitoefening van de verpleegkunde. »

2°) § 4 wordt vervangen door wat volgt :

« § 4. - De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Koning benoemd, met een dubbele lijst van kandidaten die door de nationale raad van de Orde der Geneesheren worden voorgedragen. De sub 3°) tot 7°) en sub 8°) bedoelde gewone en plaatsvervangende leden worden door de Koning benoemd uit een dubbele lijst van kandidaten die voorgedragen worden door de representatieve organisaties van elk der betrokken beroepen. De sub *7°bis*) bedoelde gewone en plaatsvervangende leden worden door de Koning benoemd op een dubbele lijst van kandidaten, die voorgedragen worden door de in § 2, *7°bis*), bedoelde Verpleegkundige commissie. De sub 9°) van dezelfde paragraaf vermelde leden worden aangeduid door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort. »

6) In artikel 37 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1°) In § 1, 1°, b) worden de woorden « alsmede van de leden van de paramedische beroepen » vervangen door de woorden « alsmede van de verpleegkundigen als bedoeld in de wet betreffende de uitoefening van de verpleegkunde en de beoefenaars van de paramedische beroepen ».

2°) In § 2, eerste lid, worden de woorden « tot 7° » vervangen door de woorden « tot *7°bis*). »

7) In artikel 38 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1°) In § 1, 1°, tweede lid, worden de woorden « de bevoegde helpers » vervangen door de woorden « de bevoegde beoefenaars van een paramedisch beroep en de bevoegde verpleegkundigen als bedoeld in de wet betreffende de uitoefening van de verpleegkunde ».

2°) In § 1, 2°, b), wordt het woord « helpers » vervangen door de woorden « beoefenaars van een paramedisch beroep of verpleegkundigen als bedoeld in de wet betreffende de uitoefening van de verpleegkunde ».

3°) In § 1, 2°, d), worden de woorden « de bevoegde helper » vervangen door de woorden « de bevoegde beoefenaar van een paramedisch beroep of de bevoegde verpleegkundige als bedoeld in voorengenoemde wet ».

8) In artikel 46, § 1, eerste lid, worden de woorden « artikel 5 » vervangen door de woorden « artikel 5, § 1, eerste en derde lid, en § 2 ».

9) In artikel 48, § 2, worden de woorden « Nationale Raad voor de paramedische beroepen » vervangen door de woorden « Nationale Raad voor de paramedische beroepen en de Hoge Raad voor verpleegkunde ».

Art. 20.

De bevoegdheden van de Hoge Raad voor het Verplegingswezen betreffende de verpleegkundige zorgen, worden overgedragen aan de Hoge Raad voor Verpleegkunde op de datum waarop deze laatste Raad in werking treedt.

Ann. 21.

La loi du 15 novembre 1946 sur la protection des titres d'infirmier et d'infirmière est abrogée.

9 mai 1974.

Art. 21.

De wet van 15 november 1946 tot bescherming van (le) titel van verpleger en verpleegster wordt opgeheven.

9 mei 1974.

D. COEN5,
M. VERLACKT-GEVAERT, 
M. PLA5MAN.